

# Déconstruire les lignes de faille mondiales

AARON G. SANDER\*

TASAWAR BAIG, PhD\*

**L**a politique internationale est en transition et la tendance générale est à la mondialisation. Ce modèle de diffusion mondial s'est accéléré aux niveaux régional et international. Les mouvements transfrontaliers dus aux échanges commerciaux, migrations, investissements et organisations, ont estompé les identités traditionnelles abritées depuis si longtemps à l'intérieur d'un état. Ce mouvement, que l'on associe souvent à la mondialisation, s'est accompagné d'un développement et de progrès généralisés. Alors que nous vivons dans cette incroyable ère de la mondialisation, il reste des poches rétives qui présentent des obstacles, sinon des résistances, à l'assimilation au niveau sous régional.

En fait, autour du monde, des régions telles que l'Asie centrale et du Sud, l'Europe méridionale et orientale, le Moyen Orient, le Maghreb et l'Afrique centrale ont rencontré des difficultés. Si on laisse de côté les problèmes d'intégration à la mondialisation, les problèmes et les conflits de ces sous-régions ont des racines plus profondes. Lorsque des peuples, par voie de création d'états et d'empires, se sont efforcés d'accroître leur influence dans les territoires environnants, ils ont inévitablement rencontré des obstacles intérieurs si ce n'est pas des rivalités extérieures. Souvent, ce dernier phénomène est la cause profonde de l'instabilité le long de la ceinture eurasiennne.

---

\* Aaron Sander est doctorant dans le programme de troisième cycle d'études internationales d'*Old Dominion University*. Il est titulaire d'une maîtrise d'affaires internationales de *Washington University* à St. Louis. Il était précédemment assistant de recherche au *Kennan Institute* du *Woodrow Wilson Center for International Scholars*. Ses recherches portent principalement sur l'Eurasie et sa périphérie.

\* Tasawar Baig a obtenu son doctorat dans le programme de troisième cycle d'études internationales d'*Old Dominion University* grâce à une bourse Fulbright. Il fait depuis 2003 partie du corps enseignant titulaire de *Karakoram International University*, à Gilgit au Pakistan, où il est maître assistant au département de relations internationales. Il est titulaire d'une maîtrise de relations internationales de *Karachi University*, ainsi que d'une maîtrise d'études asiatiques avec spécialisation sur l'Asie du sud du Centre d'études sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est du *Lund University*, en Suède. Ses recherches portent principalement sur le nationalisme ethnique, la géopolitique, les états fragiles, l'interdépendance, le transnationalisme et la politique comparée.

Les grandes puissances continentales et maritimes se sont affrontées à maintes reprises le long de cette zone. Cela indique un problème systémique de rivalités qui maintient ces sous régions pivots dans un état perpétuel d'instabilité dû au fait que ces grandes puissances visent à exploiter ces passerelles à des fins unilatérales qui leur sont propres<sup>1</sup>. Saul Cohen décrit une ceinture comparable de territoires s'étendant de l'Europe à l'Asie, en passant par le grand Moyen Orient. À ces yeux, une rivalité presque dyadique entre puissances terrestres et maritimes oppose leurs intérêts d'influence convergents dans une ceinture conflictuelle d'entités politiques instables, le long des ceintures *shatterbelts* [*ceintures d'éclatement*, proposition de l'éditeur]. Les ceintures d'éclatement sont des régions stratégiques qui sont à la fois profondément divisées intérieurement et pris dans l'engrenage des rivalités entre les grandes puissances de la sphère géostratégique<sup>2</sup>.

Les résultats empiriques montrent que les états fragiles des ceintures d'éclatement sont associés à l'intervention des grandes puissances et que ces sous régions tendent à avoir une longue histoire de fissures géopolitiques et d'instabilité persistante qui créent de formidables défis à la croissance et au développement<sup>3</sup>. D'après la description que donne Cohen de cette ceinture, la zone de convergence est une zone de rivalité comme tampon entre des régions distinctes. Il semble que lorsque la concurrence débouche sur une impasse, il semble qu'une partie de ce territoire se transforme en ceintures d'éclatement. Par ailleurs, si les conditions s'y prêtent, les régions de la zone de convergence ont le potentiel de devenir une passerelle traversant la zone et permettant l'échange de vastes ressources de part et d'autre. Par conséquent, cet article explore la possibilité d'apporter un développement stable à ces sous régions.

Gardant ce passé et ce potentiel à l'esprit, un changement de cap est nécessaire car ces fragiles sous régions ne peuvent pas maintenir leurs actuel progrès avec la moindre chance de succès si elles comptent sur une diffusion réussie par la seule communauté internationale. Plutôt que de rivaliser par la force sur ce territoire, les acteurs locaux ont atteint un stade où, si même par désespoir, ils pourraient prendre les choses dans leurs propres mains. Cette coopération peut être décrite comme existant initialement entre moins d'acteurs au niveau de l'état et au niveau transnational, mais cela concerne surtout les cas où les avantages des investissements et du développement peuvent se faire à travers les lignes de faille. Pour que les entités politiques de la zone de convergence échappent au passé, pour ainsi dire, elles doivent s'efforcer d'accroître la coopération et le développement grâce à une multiplication de partenariats au niveau sous régional afin de sauver leur région commune à travers des interdépendances à l'échelon local. À propos d'une interdépendance accrue s'agissant des états des ceintures d'éclatement, David

Reilly a constaté qu'un accroissement des échanges commerciaux a un effet modérateur sur l'instabilité et un effet pacifiant sur les états à haut risque<sup>4</sup>.

Certes, cette notion n'est pas originale. Elle est analogue à celle de la Communauté européenne. Son projet de transcender l'Europe conflictuelle à une intégration régionale est basé sur le fonctionnalisme libéral de David Mitrany : « Cette unité politique entre les états dépendait des liens à des niveaux inférieurs, essentiellement économiques<sup>5</sup> ». Dans l'esprit de ses planificateurs, l'Union européenne (UE) appliquerait une approche du bas vers le haut afin d'établir un lien plus cohérent. De là, la Communauté économique européenne a évolué pour devenir le moteur commercial de l'UE d'aujourd'hui. L'exploitation successive de la puissance économique européenne, secteur par secteur, s'est révélée efficace. Il est impressionnant de penser à la totalité de la reprise de l'Europe. Continent prostré entre les deux guerres mondiales, l'Europe a aujourd'hui formé une union qui s'enorgueillit, parmi tous les acteurs opérant à l'échelle de la planète, du produit intérieur brut le plus élevé, ainsi que de la part la plus grande du commerce international et des investissements directs étrangers<sup>6</sup>. Il ne fait aucun doute que la présence de l'Europe en tant qu'union se fait sentir.

Nous ne prétendons pas que n'importe quelle autre région pourrait reproduire la réussite de l'UE. Un précédent a toutefois été établi. Les éléments sur lesquels repose l'intégration fonctionnelle créent une base saine à partir de laquelle il est possible de favoriser la coopération et la communication. Il convient de noter que, l'intégration accélérée représente l'objectif, il n'est pas nécessaire de progresser vers une insaisissable union politique recherchée par l'UE<sup>7</sup>. En fait, on pourrait faire valoir que, conformément à la coopération principalement au niveau des entreprises communes et des investissements, la simplicité technique du consortium peut aider la focalisation sur un développement sous régional efficace et une intégration stable dans le monde globalisé. En effet, une telle perspective pourrait conduire à une passerelle soutenue localement entre les régions.

Dans cette optique, nous espérons nous inspirer des travaux publiés sur les états fragiles dans les régions instables pour montrer que l'on devrait accorder moins d'importance aux intérêts extérieurs et à ce que la communauté internationale peut faire pour ces points chauds mais plutôt à ce que devrait être le rôle des interdépendances locales. Ainsi, cet article traite de deux études de cas : la Ligne Curzon traversant l'Europe centrale et orientale, et la Ligne Durand à la frontière afghano-pakistanaise, toutes deux forgées dans la rivalité entre grandes puissances.

## La Ligne Curzon à l'Est

La Ligne Curzon est une bonne représentation de la fracture longtemps endurée entre l'Europe centrale et orientale, un jalon dans l'histoire récente. On pourrait commencer par la Ligne Jireček dans les Balkans durant le précédent millénaire car elle illustre bien la perpétuation de la différence entre l'Est et l'Ouest. Cependant, la Ligne Curzon de 1919 qui rétablit les frontières d'une Pologne souveraine avec ce qui était alors la Russie soviétique, reste la démarcation entre l'influence occidentale exercée par l'Union européenne (UE) de concert avec les États-Unis et celle de la Russie. En évoquant une plus grande interdépendance entre chaque côté de cette « ligne » peut être décourageant en ce qu'elle tend à être associée à la politique impérialiste russe et soviétique<sup>8</sup>. Par conséquent, toute consolidation le long de cette ligne peut alors être associée à un possible retour néo-russe à l'époque soviétique. Alternativement, la Russie pourrait voir la ligne comme une tentative occidentale à empiéter sur ses frontières. Il convient de noter d'emblée que toute convergence significative de cette division devrait être évitée.

Il est vrai que les origines de la Russie proviennent du territoire situé à l'est de la ligne Curzon dans l'actuelle Biélorussie et l'Ukraine et qu'elle a maintenu cette présence pendant des siècles. Ce territoire n'a toutefois pas appartenu qu'à la seule Russie. Les pays de l'Europe centrale ont également étendu leur influence parallèlement au déclin de l'influence russe. Pendant quatre siècles, l'Union polono-lituanienne régna sur un territoire qui allait bien au-delà de Riga, Minsk et Kiev, mordant sur ce qui est aujourd'hui la Russie. Il fallut attendre Pierre le Grand puis Catherine II pour voir la restitution aux Russes des terres ruthènes jusqu'à la Ligne Curzon, à l'occasion des partages de la Pologne de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette bande de territoire s'étendant de la Baltique à la mer Noire a été en fait convoitée par des puissances rivales depuis des temps immémoriaux. C'est ce modèle, c'est-à-dire un conflit systémique, que nous nous proposons d'éclairer grâce à nos études de cas, tout en recommandant des moyens de l'appliquer à d'autres situations.

Halford Mackinder a écrit à propos de ce modèle systémique dès la décennie qui précéda la Grande Guerre, en avertissant que l'Europe centrale et orientale serait le pivot sur lequel une puissance pourrait s'appuyer pour revendiquer le reste de l'Eurasie. Celui qui contrôle cette ceinture pourrait accéder sans restriction à tout le reste de l'Europe et à l'immensité de l'Eurasie<sup>9</sup>. Son avertissement théorique a été entendu dans l'ensemble, c'est-à-dire, une opposition réussie a rendu la domination de ce point de passage, avec des capacités suffisantes de lancement au-delà, impossible. Les tentatives d'y arriver ou de maintenir les remparts ont pourtant laissé la région dans une situation de perpétuelle « zone d'écrasement »<sup>10</sup>.

Coincée entre des puissances rivales, cette zone est caractérisée par James Fairgrieve comme ayant

une individualité suffisante pour résister aux absorptions mais une incapacité ou réticence à s'unir à d'autres pour former un tout plus vaste, elle reste dans la situation difficile d'un ensemble d'états tampons, jouissant d'une indépendance politique précaire mais souffrant d'une dépendance économique qui ne fait guère de doute<sup>11</sup>.

Alors que Mackinder averti de absorption de la sous-région qui conduirait à une domination transcontinentale, Fairgrieve est convaincu de son improbabilité persistante. Comme cela a été le cas, la politique a consisté à maintenir la sous-région comme zone tampon divisée.

L'Est et l'Ouest ont choisi de diviser la région, laissant la partie limitrophe comme zone tampon du monde bipolaire, depuis la renaissance de la Pologne à la suite de la Première Guerre mondiale jusqu'aux tensions très graves que ce pays et les états voisins ont connu après la Seconde Guerre mondiale. En tant que telle, elle est restée dans son état fragile traditionnel, apparemment paralysée à jamais dans l'histoire. Le résultat est une bande à travers l'Europe, formant une sous-région, qui a développé séparément son caractère culturel, économique et politique. Comme l'écrit Friedrich Ratzel, la région n'est « pas une zone frontalière entre deux États mais entre deux mondes<sup>12</sup> ». Elle continuera d'être perçue ainsi dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, alors même qu'à l'Ouest de cette zone tampon, l'Europe « libre » se lançait dans une expérience majeure, l'interdépendance. Les temps ont changé, en effet, l'Europe n'est pas la même, du moins pas tout à fait.

### *Un « partenariat » avec l'Est ?*

L'Europe d'aujourd'hui est, en tant que région et par rapport à d'autres dans le monde, unique. Alors que des conflits couvent et se déroulent ailleurs, l'Europe a pu se débarrasser de son héritage de rivalités entre les états qui la composent. Les états membres de l'Union européenne se sont au contraire efforcés d'œuvrer à leur développement mutuel. Gardant à l'esprit la fracture évoquée ci-dessus, ce n'est que grâce à l'autonomie gagnée dans les années 1990 que la communauté européenne, née à l'Ouest, avait pu élargir les possibilités de partenariat avec ses voisins immédiats de l'Est. Pourtant, malgré sa croissance réussie, l'UE continue de souffrir d'un clivage interne entre la vieille et la nouvelle Europe<sup>13</sup>. Ceci constitue une autre fissure en voie de réparation au sein de l'UE, le long de la ligne Oder-Neisse, avec son propre clivage multiniveau entre les états d'Europe occidentale et centrale<sup>14</sup>.

En conséquence, alors que l'Union de l'Européenne occidentale (UEO) dans la vieille Europe semblent progressé de l'« état de nature » des nations, ceux d'Europe centrale et de l'Est (ECE) dans la nouvelle Europe sont en transition<sup>15</sup>. Pour eux, les conflits au sein de l'UE représentent non un « retour de l'histoire », mais un rappel de sa continuité<sup>16</sup>. Après tout, les états de l'UEO ont été le moteur de la croissance dans l'UE et sont, en tant que tels, la raison pour laquelle le centre de gravité au sein de l'Union est poussé vers l'Ouest<sup>17</sup>. On rencontre par exemple la « tendance chez certains des principaux acteurs, la France et l'Allemagne en particulier, à présenter leurs intérêts particuliers comme des intérêts européens en général, sans d'abord en débattre avec les autres membres de l'UE et sans essayer de déterminer l'intérêt européen commun sur la base de ce débat<sup>18</sup> ». Par conséquent, l'admission à l'UE est un processus d'européanisation verticale, plutôt que l'union « partenaire » implicite dans la rhétorique<sup>19</sup>.

Cela s'est traduit par des attentes moins satisfaites des membres regroupés<sup>20</sup>. Comme s'efforce de le soutenir cette étude de cas, les « maillons inférieurs » de David Mitrany et autres ont fait merveille *dans l'ensemble* mais les résultats recherchés n'ont pas été tous atteints pour tout le monde, en particulier les membres les plus récents à l'Est et ceux que l'UE tente de toucher encore plus à l'Est. L'intégration européenne a pris un chemin différent depuis sa fondation. L'expansion visant à la formation de l'ECE et l'admission dans celle-ci, ainsi que les perspectives offertes aux états au-delà de la Ligne Curzon, ont été le résultat d'un processus de haut en bas, dicté par les politiques connexes qui ont apparemment perdu de vue le « partenariat » avec les pays de l'est<sup>21</sup>. Les états de l'Europe de l'Est, par exemple, sont loin d'être traités sur un pied d'égalité et les coûts prévisibles de leur adhésion sont élevés. En ce qui concerne les coûts, il semble que l'aide de l'UE a été très élevée, en termes non de montants investis mais de gaspillage apparent. Les outils d'aide aux pays du partenariat oriental au-delà de la Ligne Curzon n'ont aucun thème commun, ce qui veut dire que des fonds sont dépensés sur une multitude de programmes qui n'offrent guère de valeur ajoutée pour le développement lorsqu'ils sont combinés<sup>22</sup>. En outre, il serait permis de douter fortement des possibilités de création d'une économie vigoureuse offerte à ces pays après leur adhésion si l'on en juge par l'expérience des états membres de l'ECE.

Le projet de zone euro de l'UE a très récemment été confronté à la pression croissante exercée par la récession mondiale, ce qui a incité les pays concernés à se demander si leur appartenance en vaut la dépense. La Hongrie a récemment défendu, pour des motifs de souveraineté nationale, sa décision de ne pas se joindre au resserrement de la politique budgétaire dans la zone euro<sup>23</sup>. La Hongrie n'a pas en elle-même un poids suffisant pour causer des vagues au sein de la zone euro de l'UE mais l'effet de son attitude pourrait faire boule de neige si d'autres pays

membres le long de la périphérie orientale se joignent à la résistance aux mesures d'austérité décrétées par le centre. L'austérité n'est toutefois pas la force sous-jacente qui crée fossé entre le centre de l'UE et sa périphérie.

Comme le résume George Friedman,

La structure de l'UE elle-même qui est défectueuse, dans la mesure où une ceinture d'états en voie de développement le long de la périphérie devrait avoir un solde des investissements et une balance commerciale positifs au sein de l'UE<sup>24</sup>. Ce n'est toutefois pas le cas. L'estimation initiale des prestations a été surestimée dans le contexte d'une zone de libre-échange dominée par une économie tributaire des exportations dirigée du centre<sup>25</sup>. En outre, il semble s'agir de la structure incorporée à dessein à l'expansion de l'Union. Dans la mesure où l'avantage salarial et industriel de l'ECE présentait une menace plus qu'une possible chance pour les acteurs au sein de l'UEO, écrit Wade Jacoby, des efforts de gestion permirent aux acteurs (dans l'UEO) d'exploiter les possibilités d'investissement (dans l'ECE) mais sans exposer immédiatement les économies (de l'UEO) à des pressions migratoires ou commerciales fortement accrues dans les secteurs où (l'ECE) bénéficiait d'un avantage comparatif<sup>26</sup>.

Cela fit ensuite évoluer la croissance potentielle inhérente vers une autre basée sur les IDE dans les pays de l'ECE où des firmes de l'UEO possèdent de nombreuses entreprises avec lesquelles elles commercent et où elles contrôlent essentiellement une fraction importante des principales industries exportatrices<sup>27</sup>. Le résultat a été une faible croissance des capacités de production pour l'exportation des entreprises appartenant à des intérêts locaux, en particulier dans les secteurs de pointe<sup>28</sup>.

Alors que cette européanisation verticale dans l'ECE, avec ses courants d'échanges déséquilibrés, est également celle à laquelle les États de l'EE seraient probablement confrontés, les États de l'ECE et de l'EE présentent certains points communs pour ce qui concerne le développement socioéconomique. Tout ce dont ont besoin les états le long de la Ligne Curzon c'est d'être prêts à s'engager dans des partenariats ciblés qui satisfont leurs intérêts mutuels, avec un leadership représentatif. Le candidat évident pour un tel rôle n'est pas un seul état mais le Groupe de Visegrad, qui se compose de la Pologne, de la République Tchèque, de la République Slovaque et de la Hongrie. De concert avec d'autres pays le long de la Ligne Curzon, une « zone de petites nations » peuvent converger afin d'établir des termes avantageux d'interdépendance économique et développementale jusqu'ici inexploitées dans l'UE<sup>29</sup>.

### ***Le potentiel de l'Intermarium***

Le partenariat de part et d'autre de cette (ancienne) zone de fracture pourrait venir à ressembler plus à une convergence d'intérêts au sein de l'Europe. L'idée

que la coopération sous régionale peut être plus efficace, « conduis(ant) à une moins de fragmentation... [et]... encourageant la mise en commun et le partage des capacités », est soutenu par le principe de la « subsidiarité » de l'union<sup>30</sup>. L'article 5 du traité sur l'Union européenne stipule que « à la lumière des possibilités offertes au niveau national, régional ou local... l'Union n'intervient pas (sauf dans les domaines qui relèvent de sa compétence exclusive)<sup>31</sup> ». Au risque d'être répétitif, l'Europe elle-même a été en mesure de répondre complètement et avec compétence aux questions de la portée de sa stabilité économique et du développement inclusif souhaité en Europe centrale et orientale.

La délimitation claire entre ce qui est maintenu au niveau de l'état-nation par rapport à la région, au sens de la subsidiarité (cette autorité doit être décentralisée à la plus petite entité capable de répondre à la question de manière efficace), laisse ainsi la place à l'interprétation d'une relation de progression vers ces objectifs, où la coopération sous régionale peut offrir un tremplin. En d'autres termes, *l'argument fonctionnel en faveur de l'acceptation d'une entité régionale au-dessus de l'état-nation a reposé sur sa capacité à faciliter un meilleur service qu'un état individuel ne pourrait le faire par lui-même*. Sinon, les états membres choisiraient de résoudre les problèmes eux-mêmes. L'établissement de programmes communs de développement qui profitent d'abord aux états de l'ECE et de l'EE, suivis par d'autres à l'Ouest et à l'Est, peut combler davantage ce fossé. Cette approche intégrée permet d'obtenir une coopération fonctionnelle accrue entre leurs économies tout en évitant les questions politiques, bénéficierait grandement les perspectives d'instaurer une plus forte croissance autonome dans la Ligne Curzon (autant que possible).

### ***Recommandations pour la localisation***

Comme il a été établi, les outils de l'UE pour assurer l'intégration des états de l'Europe centrale de l'Europe orientale se sont révélés inefficaces car ils ont ignoré les questions de développement qui sont importantes pour ces états et sont inadaptés pour combler convenablement ce fossé le long de la Ligne Curzon<sup>32</sup>. Les états de l'ECE et de l'EE sont intéressés à capitaliser leur propre avantage comparatif et la tâche du partenariat de Visegrad est de cultiver leurs capacités partagées. Sur le plan économique, le soutien du développement des petites et moyennes entreprises serait un pas dans la bonne direction, focalisé sur les thèmes souhaités au niveau local<sup>33</sup>. La concentration sur la formation de liens entre les firmes locales et sur des efforts axés sur les industries clés pourrait suffire à commencer de combler le fossé.

Déconstruire la Ligne Curzon dans le cadre de la construction de partenariats pourrait finir par ressembler à des grappes de firmes interdépendantes<sup>34</sup>. Ces

dernières pourraient s'étendre à d'autres industries et à d'autres niveaux de collaboration<sup>35</sup>. De cette façon, les efforts croissants consacrés aux secteurs de pointe seraient de capitaliser sur l'avantage concurrentiel conjoint que ces états partagent au sein de la sous-région<sup>36</sup>. D'autres domaines techniques tels que les transports, la logistique et le tourisme ont été identifiés comme ayant déjà connu la réussite en matière d'intégration transfrontalière avec les états de l'EE, plus facilement que ne l'a fait, par exemple, le secteur de l'énergie<sup>37</sup>. Même si c'est très certainement le cas, si les conditions sont réunies pour lancer un tel projet, les initiatives transfrontalières locales dans le domaine de l'énergie sont également très prometteuses. Par exemple, la Pologne et la Lituanie poursuivent leur coopération dans le domaine de l'exploration de gisements de gaz de schistes<sup>38</sup>. L'élargissement de cette coopération à l'Ukraine renforcerait grandement le développement économique ainsi que la diversification énergétique<sup>39</sup>. Cependant, toute discussion sur l'énergie va inévitablement affecter les intérêts d'autres pays voisins : la Russie en tant qu'important fournisseur de ressources énergétiques et l'Europe, grand consommateur d'énergie. Il faut rappeler que l'Est et l'Ouest ont tous deux la possibilité d'utiliser ce pont « en plein essor » qui enjambe la Ligne Curzon d'une façon symétrique plutôt qu'asymétrique ; une situation que le reste de l'Europe devrait finir par accepter<sup>40</sup>.

### La Ligne Durand pour l'Ouest

La Ligne Durand (à l'origine la frontière indo-afghane) est une longue frontière poreuse entre l'Afghanistan et le Pakistan, le produit du « Grand Jeu », la rivalité entre la Grande-Bretagne impériale et la Russie. Il n'est pas très surprenant que les rivalités entre les grandes puissances sur leurs intérêts stratégiques ont abouti à la création de frontières et de limites pour les anciennes et nouvelles sociétés. Selon Lord George Nathaniel Curzon, « Lorsque les intérêts ou les ambitions d'un état entrent en conflit fort et inconciliable avec ceux d'un autre », le choix idéal est de les résoudre sur les frontières<sup>41</sup>. Par conséquent, « les frontières sont en effet le fil du rasoir sur lequel les questions modernes de la guerre et de la paix, de la vie et de la mort des nations sont en équilibre<sup>42</sup> ». Tout au long de l'histoire, les luttes entre grandes puissances sur un conflit d'intérêts revendiquent leurs engagements dans des partitions chirurgicales et l'élaboration de la cartographie géopolitique du monde. Les expansions impériales et la gestion stratégique des régions sont les quelques raisons de cette reconfiguration géopolitique. Dans le passé, les régions qui comprennent l'Asie centrale, le Moyen Orient, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, l'Europe centrale et orientale sont restées au centre des

affrontements entre les grandes puissances « sur l'échiquier de la diplomatie impériale<sup>43</sup> ».

Dans un monde fortement globalisé, la géopolitique du Moyen Orient, de l'Asie du Sud et de son prolongement en Asie centrale semble remplacer l'ancienne notion de grand jeu, la rivalité entre les grandes puissances avec un nouveau phénomène de grand jeu, son déroulement à plusieurs niveaux. La géopolitique explique « le rapport de force politique internationale aux paramètres géographiques<sup>44</sup> ». Ainsi, historiquement au-delà de la Ligne Durand, « L'Afghanistan n'était pas une frontière ni un obstacle pour une frontière, mais en réalité le centre de grands empires », qui s'y engageaient pour la domination et la sécurisation leur intérêt vital<sup>45</sup>. Avec le recul, en tant que centre de grands empires (pouvoirs), l'Afghanistan et la région avoisinante étaient en proie à une instabilité intérieure et à des querelles violentes sans fin à l'intérieur et au-delà de leurs frontières. Les causes d'un passé violent sont plus profondes que les questions tribales, l'autonomie de divers groupes ethniques d'origine pachtoune ou autre et les problèmes dynastiques dans la région. Ce sont plutôt les desseins impérialistes qui ont délibérément formulé et maintenu une zone tampon.

### *Un aperçu historique de la Ligne Durand : passé, présent et avenir*

L'Afghanistan est resté au centre de grands empires comprenant celui d'Alexandre le Grand, les dynasties perses, les dynasties afghanes elles-mêmes, les Mongols (devenus plus tard les Moghols), les Britanniques et les Russes, avant d'être, pendant la Guerre froide, sous l'influence de l'Union Soviétique et des États-Unis. Dernièrement, on a vu l'influence des états voisins ajoutée à la participation des grandes puissances dans le pays. Le tampon stratégique que constitue historiquement l'Afghanistan, devenu « le piège afghan », s'est également révélé être le borbier ou le « cimetière des empires » résultant de la surextension impériale vers le centre<sup>46</sup>. Lord Curzon, plus tard gouverneur général de l'Inde, a souligné l'importance géostratégique de la région : « Le Turkestan, l'Afghanistan, la Transcaspia, la Perse ; pour beaucoup ces noms n'inspirent qu'une impression d'extrême isolement géographique ou un souvenir d'étranges vicissitudes et de romantisme moribond. J'avoue qu'ils sont pour moi les pièces d'un échiquier sur lequel se déroule un jeu pour la domination du monde<sup>47</sup> ». Un jeu auquel il allait bientôt participer très activement.

L'accord de la Ligne Durand était une frontière tracée « au fil du rasoir » entre l'Afghanistan et l'Inde britannique en novembre 1893<sup>48</sup>. La délimitation très nette de la frontière empêcha des confrontations majeures entre grandes puissances mais elle eut un effet néfaste sur le développement politique de la région et fractionna des clans tribaux de part et d'autre de la frontière<sup>49</sup>. Plus tôt, lorsque

l'Inde britannique observa les mouvements russes en Asie centrale et dans le Nord de l'Afghanistan, les forces britanniques ont tenté de transformer l'Afghanistan en un État tampon neutre et ami. Cette tentative a échoué toutefois à la suite de la première guerre anglo-afghane de 1839-1842. Les tactiques de la guerre de guérilla des Afghans a entraîné le massacre de milliers de soldats britanniques lors d'une retraite convenue des forces britanniques. L'annexion russe des khanats de Kokand et de Boukhara en Asie centrale a incité une autre aventure militaire entre les Britanniques et les Russes en Afghanistan<sup>50</sup>.

Entre 1873 à 1887, la diplomatie impériale britannique et russe parvint à quelques accords sur les frontières de l'Afghanistan, la Perse et les états de l'Asie centrale. Entre temps, l'émir Abdul Rahman Khan, le prétendant au trône, devint le nouvel émir de l'Afghanistan après la deuxième guerre anglo-afghane (1878-1880) avec le soutien britannique<sup>51</sup>. Avec cette nomination, il a déjoué une tentative britannique de créer Herat et Kandahar en nouveaux états qui pourraient entraver les Russes d'atteindre les frontières des possessions britanniques<sup>52</sup>. En outre, les négociations entre les Britanniques et les Afghans concernant la frontière et les mesures de sécurité ont abouti au tracé d'une frontière internationale convenant aux puissances impériales aux dépens des populations locales<sup>53</sup>. Les négociations menées entre l'émir Abdul Rahman Khan, le roi d'Afghanistan et Sir Henry Mortimer Durand, chef de la mission britannique, ont abouti à l'accord Durand très contesté. L'objectif principal de Durand était de diviser les Pachtounes en deux unités géographiques, ce qui facilitait le contrôle du régime en Afghanistan et briderait toute résistance ou agression pachtoune. Encore plus important, cette action aurait créé un bouclier contre une agression russe<sup>54</sup>. En fait, l'historiographie récente de l'Afghanistan indique que l'émir afghan a signé l'accord établissant la Ligne Durand sous la pression impériale. Néanmoins, l'émir a astucieusement consolidé ses pouvoirs et a construit la première armée afghane, ce qui l'aida à recouvrer son autorité sur les maillons faibles de ses possessions<sup>55</sup>.

En fait, les émirs et les rois afghans qui lui ont succédé ont soit approuvé l'accord ou maintenu le statu quo. Par exemple, l'émir Habibullah Khan a accepté de respecter les accords entre son père, l'émir Abdul Rahman et le gouvernement britannique lors du traité de 1905. Bien que la troisième guerre anglo-afghane de 1919 a été un revers pour les relations entre les gouvernements afghan et britannique, elle a donné une victoire tactique à ce dernier, dans la mesure où le nouveau traité de Rawalpindi de 1919 a réaffirmer la Ligne Durand comme frontière politique entre l'Afghanistan et les possessions britanniques<sup>56</sup>. D'ailleurs, avant la troisième guerre anglo-afghane, l'Afghanistan est devenu un État tampon indépendant à l'occasion de la convention anglo-russe de 1907. Apparemment, cette

convention a bridé l'intensité de la lutte entre grandes puissances, le Grand Jeu, qui se déroulait aux dépens de l'Asie méridionale et centrale<sup>57</sup>.

En 1947, le processus de décolonisation a changé la configuration initiale de la frontière indo-afghane à la suite de la naissance de l'Inde et du Pakistan. Prenant la parole à l'Assemblée générale des Nations Unies lorsque le Pakistan a sollicité son adhésion en tant que nouvel État souverain, le diplomate afghan Hosyan Aziz a souligné que « Nous ne pouvons reconnaître la Frontière du Nord-Ouest (nouveau nom du Khyber Pakhtunkhwa [KPK]) comme faisant partie du Pakistan tant que les populations de la Frontière du Nord-Ouest n'ont pas eu, sans aucune influence extérieure, je le répète, sans influence extérieure, la chance de déterminer d'eux-mêmes si elles veulent être indépendantes ou de faire partie du Pakistan<sup>58</sup> ». Plus tard, lorsque la Chambre des Communes britannique fut saisie de la question de la légalité de la Ligne Durand, elle a « confirmé de nouveau officiellement le tracé initial de 1893 comme la frontière légale entre l'Afghanistan et le Pakistan<sup>59</sup> ». Cette situation n'allait toutefois pas durer sans susciter des réactions.

Pendant pratiquement les trente premières années de l'indépendance du Pakistan, l'Afghanistan a soutenu fermement l'autonomie du Pachtounistan, ou pachtoune<sup>60</sup>. L'Afghanistan croyait avoir le droit de soutenir la cause pachtoune, « un vestige du colonialisme occidental<sup>61</sup> ». Sous le règne du roi Zahir Shah, en particulier, son premier ministre, Sardar Muhammad Daoud Khan (cousin germain du roi), donné UN GRAND élan au mouvement du Pachtounistan entre 1953 et 1963<sup>62</sup>. En 1960 et 1961, l'infiltration de milliers de soldats afghans dans les zones tribales du Pakistan appelées FATA a prouvé encore plus la détermination de l'Afghanistan sur la question pachtoune<sup>63</sup>. Toutefois, les tribus pachtounes pro-pakistanaïses et les forces locales ont repoussé toutes ces infiltrations<sup>64</sup>. Le Pakistan a vite remarqué que les populations tribales de la FATA pourraient être un meilleur bouclier contre tout mouvement irrédentiste.

Lorsque Daoud est devenu président de l'Afghanistan en 1973, après la destitution du roi Zahir Shah, il a facilité la réunion occasionnelle des chefs pachtounes anti-pakistanaïses et a désigné une place à Kaboul du nom de « Place du Pachtounistan<sup>65</sup> ». En outre, le nouveau régime sous Daoud a offert un refuge à la tribu Baloutche de Marri et Mengal qui menaient des insurrections au Baloutchistan, une région située dans l'Ouest du Pakistan et de l'Afghanistan, ainsi que dans l'Est de l'Iran. Le Pakistan venait juste de perdre sa partie orientale (le Bangladesh) après la guerre qui l'avait opposé à l'Inde en 1971 et d'un soulèvement intérieur. Par conséquent, pour des raisons évidentes, « Islamabad était hypersensible à (d'autres) empiètements territoriaux<sup>66</sup> ». En représailles, la première intervention du Pakistan en Afghanistan a commencé en 1973 par des « attentats à la bombe à

Kaboul et Jalalabad<sup>67</sup> ». En outre, le gouvernement de Z. A. Bhutto a commencé à fournir abris et soutien aux dissidents pachtounes Ghilzai d'Afghanistan, dont beaucoup sont devenus des figures de proue de l'action moudjahidine contre l'Union Soviétique<sup>68</sup>. Ce sont des années cruciales pour le Pakistan alors qu'il a commencé à consolider son pouvoir, à mettre en place ses institutions et de déterminer une direction politique dans son processus d'édification de la nation.

L'Afghanistan et le Pakistan ont appliqué tous deux une politique axée sur l'Inde pour exercer leur influence et se contrebalancer réciproquement. L'Afghanistan s'aligna rapidement sur l'Inde, l'ennemi juré du Pakistan en Asie du Sud. L'Inde et le Pakistan ont livré quatre guerres, auxquelles s'ajoutèrent de fréquents incidents frontaliers. Le premier conflit entre le Pakistan et l'Inde en 1948 à propos du Cachemire a rapproché l'Afghanistan et l'Inde, alors que le Pakistan s'est aligné rapidement sur la Chine pour contrebalancer l'Inde. Il semble la vieille politique stratégique d'après laquelle « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » a été appliquée dans ce cas. Le Pakistan, prudent pendant les premières années de son indépendance, s'est concentré sur sa frontière orientale. L'Afghanistan a critiqué la demande du Pakistan pour un plébiscite sur la question du Cachemire, en affirmant que le Pakistan a nié auparavant tout plébiscite aux Pachtounes<sup>69</sup>.

À l'exception du régime Taliban, la plupart des gouvernements afghans ont été soutenus par l'Inde ; le gouvernement soutenu par les Soviétiques inclus. Par conséquent, sur le front diplomatique au sein des Nations Unies, l'Inde a fourni à Kaboul une couverture pour faire entendre sa voix en faveur de l'autodétermination des Pashtounes et faire contrepoids à la campagne du Pakistan en faveur de la cause du Cachemire<sup>70</sup>. Ultérieurement, l'Inde assouplit progressivement sa position diplomatique bien que le Pakistan continua d'accuser l'Inde de persister dans son soutien aux irrédentistes des provinces du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan. Les remarques d'Atal Bihari Vajpayee, le ministre indien des Affaires extérieures, cependant, démontre l'adoucissement de son pays, « la Ligne Durand qui existe entre le Pakistan et l'Afghanistan doit être respectée par le nouveau gouvernement afghan de respecter la Ligne Durand qui existe entre le Pakistan et l'Afghanistan. Tout désaccord éventuel à ce sujet devrait être réglé par voie de négociations<sup>71</sup> ».

La dernière décennie de la Guerre froide a répété l'héritage des interventions étrangères en Afghanistan lorsque les « espaces géostratégique et géopolitique ont été violés par les grandes puissances externes ou leurs substitut<sup>72</sup> ». Une fois de plus, la Ligne Durand a joué un rôle déterminant dans la détermination de l'intervention soviétique. Pensant que la sortie britannique du sous-continent avait créé un vide, l'Union Soviétique a cherché à remplir ce vide et à maintenir son influence traditionnelle sur les frontières dans la région. Au fil des ans, les Soviétiques ont

aligné leur position sur celle des régimes afghans successifs et ont soutenu l'idée d'un Pachtounistan. Leur participation n'a pas porté ses fruits et leur intervention militaire en Afghanistan s'est révélé en fin de compte un dernier adieu à l'Union Soviétique.

Pendant toute la décennie de l'intervention soviétique en Afghanistan, de décembre 1979 à février 1989, des milliards de dollars et des armes ont été canalisés à travers la région de la Ligne Durand pour contrer le régime communiste et les forces soviétiques. En dehors de l'importation de milliers de combattants religieux étrangers dans cette région, des camps d'entraînement et des écoles religieuses (madrasas) furent établis, les armes et les munitions s'entassèrent sur la Ligne Durand à tel point que, selon une estimation, l'Afghanistan devint le cinquième plus gros importateur d'armes pendant la période 1986-1990<sup>73</sup>. Malheureusement, absolument aucun effort n'a été fait pour démilitariser la zone frontière une fois la guerre terminée.

Le Pakistan a bénéficié directement du conflit, économiquement et stratégiquement. Sur le plan économique, l'aide étrangère annuelle au cours de 1976-1979 était d'environ neuf cent millions de dollars; elle est passée à une moyenne de deux milliards par an<sup>74</sup>. Stratégiquement, le Pakistan a enregistré des gains dans deux domaines. Tout d'abord, en désamorçant le problème de l'irrédentisme pachtoune par une transformation de ce dernier en une nouvelle identité religieuse et pro-pakistanaise. Le mouvement nationaliste pachtoune des années 1950 et 1960 disparaissait progressivement pendant la guerre soviéto-afghane<sup>75</sup>. Il est important de noter que la construction de l'identité religieuse était impossible sans le soutien de l'Arabie saoudite et d'autres pays musulmans, qui s'étaient joint à la guerre en Afghanistan contre les Soviétiques. En outre, la révolution iranienne de 1979 avait déjà créé un choc en Arabie saoudite et dans les pays voisins avec la crainte de mouvements similaires dans leurs États. Par conséquent, cette transformation d'une nouvelle identité religieuse a également contrôlé tout débordement possible de l'influence révolutionnaire iranienne en Afghanistan. Cela se manifesta plus tard par une fracture nette entre Pachtounes et les zones non-pachtounes pendant la guerre civile afghane et par des affrontements sectaires au Pakistan<sup>76</sup>.

Deuxièmement, dans le contexte de la course aux armements nucléaires entre l'Inde et le Pakistan, ce dernier considérait l'Afghanistan comme offrant la profondeur stratégique nécessaire pour contrebalancer la puissance nucléaire de l'Inde, ce qui tourna au mirage au cours des dernières années<sup>77</sup>. Selon Zbigniew Brzezinski, pendant la période de l'après-Guerre froide, « l'intérêt principal [du Pakistan] est d'acquérir une profondeur géostratégique par son influence politique en Afghanistan, de refuser à l'Iran l'exercice d'une telle influence en Afghanistan et au Tadjikistan et de bénéficier par la suite de toute construction d'oléoduc reliant

l'Asie centrale à la mer d'Oman<sup>78</sup> ». Afin d'atteindre cet intérêt primordial, le Pakistan espérait mettre en place un gouvernement ami à Kaboul en soutenant des groupes dont l'identité était basée plus sur l'idéologie islamique que le nationalisme pachtoune. En effet, il modéra momentanément la demande irrédentiste d'un Pachtounistan<sup>79</sup>. Cependant, le Pakistan ne se rendait pas compte avant les tragiques événements du 11 septembre que ses politiques de la Guerre froide allaient donner naissance à un autre monstre. Après le 11 septembre, le gouvernement du président Hamid Karzaï avait remplacé le régime des Talibans; le Pakistan et l'Afghanistan se sont lancés dans un autre épisode de méfiance et de jeux de blâme. D'une part, le président Karzaï soutient la cause pachtoune au Pakistan dans le cadre de la politique traditionnelle en réaffirmant en juin 2008 que l'Afghanistan avait le droit et le devoir de « se défendre et de défendre leurs frères, leurs sœurs et leurs fils de l'autre côté [au Pakistan]<sup>80</sup> ». D'autre part, il fait face à la pression intérieure de ses alliés non-pachtounes qui avaient soufferts pendant la guerre civile et le règne des Taliban.

### ***Réparer la ligne de faille : défis et opportunités***

Le développement d'une interdépendance entre l'Afghanistan et le Pakistan peut réduire beaucoup de problèmes. Lors du départ des Britanniques, l'Inde et le Pakistan ont hérité tous deux d'une infrastructure ferroviaire complète. L'Afghanistan et le Pakistan, voisins immédiats, doivent développer une compréhension mutuelle pour accroître les réseaux de chemins de fer à l'intérieur de l'Afghanistan afin d'améliorer les moyens de transports. Les deux pays gagneraient énormément de ce seul projet. Par ailleurs, le Pakistan aurait également pu offrir son assistance dans des domaines non politiques tels que la santé, l'éducation, les sports et le secteur des télécommunications. Les deux pays ont un intérêt commun dans le secteur minier, les corridors d'échanges commerciaux, les gazoducs et même dans la sécurité mais les politiques et les blocages ont nui aux initiatives positives tels que le gazoduc *Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde*, connu sous le nom de pipeline de la paix. En outre, les deux pays sont riches en minéraux. Une formation adéquate de la main-d'œuvre ainsi qu'un partenariat technologique permettrait d'exploiter ces ressources à des fins économiques. À ce jour, cependant, peu d'efforts ont été faits pour réduire la méfiance,.

### ***La plus probable issue : la sortie socio-économique***

Les moyens fonctionnels d'intégration se fondent principalement sur les dimensions socio-économiques pour faciliter les solutions de bas en haut, ce qui permet une intégration viable. La réparation de la ligne de faille et économique-

ment plus favorable et dans l'intérêt des deux pays. Les échanges commerciaux bilatéraux entre l'Afghanistan et le Pakistan ont connu un accroissement spectaculaire, passant de 170 millions de dollars en 2000-2001 à 2.508 milliards en 2010-2011, si on inclut le commerce illicite le long de la frontière poreuse. En vertu de l'accord de transit et de commerce, des marchandises d'une valeur de plus de deux milliards de dollars sont introduites en contrebande au Pakistan. Cette activité affecte la production nationale et les importations de marchandises au Pakistan. Malgré une forte demande de produits alimentaires, officiellement seulement 600.000 tonnes de blé sont exportées vers ce pays, alors que plus de 500.000 tonnes sont introduites en contrebande. Ce sont surtout les militants présents dans la région frontalière qui profitent de ce commerce illicite<sup>81</sup>.

Traditionnellement, de nombreux commerçants afghans et pakistanais accusent le caractère saisonnier des relations commerciales entre Kaboul et Islamabad d'être le principal obstacle à la libre circulation de marchandises à destination et au départ de l'Afghanistan. En octobre 2008, il a été officiellement signé à Kaboul un Accord (révisé) de commerce de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan (ACTAP) qui permettrait le transport de marchandises par des camions afghans jusqu'à Wagah, à la frontière indo-pakistanaise, ainsi que l'utilisation des ports maritimes pakistanais pour le commerce et le transit afghans. En échange, les camions pakistanais seront autorisés à emprunter le territoire afghan pour rejoindre les républiques de l'Asie centrale. Pour des raisons de sécurité, le Pakistan n'a pas d'accord pour l'instant qui permettrait aux marchandises indiennes de passer par le poste-frontière de Wagah en Afghanistan, mais la récente décision du Pakistan d'accorder le statut de nation la plus favorisée à l'Inde pourrait faciliter l'accession du poste de Wagah comme passerelle pour le commerce des pays de l'Asie centrale et du Sud. Les deux pays ont également établi l'Autorité de coordination du commerce de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan (ACCTAP) pour superviser la mise en œuvre de l'APTTA. L'ACCTAP entra en fonction en juin 2011. Le Pakistan fournit en outre 300 millions de dollars pour financer divers projets lors de la phase de reconstruction dans l'après-11 septembre. L'autoroute Torkham-Jalalabad, par exemple, est l'un des mégaprojets réalisés par le Pakistan<sup>82</sup>. L'Afghanistan et le Pakistan étudient également des itinéraires potentiels de transit et de commerce traversant les régions tribales (les plus courts itinéraires possibles dans l'avenir), qui permettront de développer ces régions, à réduire le commerce illicite et le militantisme dans les zones tribales et aideront à relancer les « routes de la soie » vers les marchés de l'Asie centrale et de l'Est. Mettre l'accent sur les aspects économiques peuvent produire de bons résultats pour les deux sociétés. Malheureusement, les affrontements frontaliers de mai 2013 entre des

forces afghanes et pakistanaises à propos de la construction d'un poste-frontière pourraient compliquer ces efforts.

Un autre élément est l'investissement dans l'éducation, en particulier l'enseignement des femmes. Le taux d'alphabétisation faible dans les régions tribales est un signe dangereux et un obstacle au développement transfrontalier entre les deux pays<sup>83</sup>. L'investissement dans l'éducation est important parce qu'il offre une base à la production de capital humain et social et comme un moyen de maintenir la paix et d'accroître la croissance socioéconomique. Sur cette échelle, il est possible de construire « le fondement du civisme, du respect de soi et des autres<sup>84</sup> ». L'éducation contribue également à créer une base de connaissances viable pour la société qui prend en charge la véritable essence des normes pluralistes, la réalisation de soi et l'exploitation des talents pour maximiser les avantages. En 2009, la Commission de l'enseignement supérieur du Pakistan a annoncé l'attribution de 1.000 bourses à des étudiants afghans dans diverses universités du Pakistan. En outre, en 2011, une délégation de quinze professeurs afghans rendit visite à la Commission dans le but d'établir des liens dans la recherche et la formation entre les leaders des principales universités des deux pays. Les fruits positifs et multicouches de ces projets seront récoltés dans les années à venir.

Cette étude recommande vivement que l'Afghanistan et le Pakistan facilitent les initiatives dans le domaine de la croissance économique, notamment par le biais des accords de transit et de commerce, et que ces engagements économiques soient poursuivis indépendamment des querelles politiques et diplomatiques. La même politique de facilitation et d'engagement doit persister dans les domaines de l'éducation supérieur et de la formation du capital humain. Les programmes d'enseignement devraient également être conçus selon les motifs d'initiatives d'échanges culturels afin de promouvoir une meilleure compréhension entre les nouvelles générations des deux côtés de la frontière. En outre, la prise de mesures multipliant les possibilités d'activités sportives créerait des liens transfrontaliers. Au cours des derniers mois, par exemple, les fréquentes visites de l'équipe de cricket afghane ont été une excellente initiative. Dans le même sens, la *Pakistan Hockey Federation* a signé un protocole d'entente avec l'*Afghanistan Hockey Federation* qui affirme l'engagement du Pakistan à apporter un soutien professionnel pour développer ce sport en Afghanistan et a promis de faire participer l'équipe afghane aux compétitions nationales pakistanaises. L'élargissement de la coopération en hockey, ainsi que dans d'autres sports populaires dans les deux pays, sera significatif et favorable pour les deux sociétés.

Chaque pays a également besoin d'élargir sa coopération pour soutenir l'industrie artisanale locale qui doit être relancé pour permettre aux femmes au foyer de devenir des soutiens de leurs familles. En outre, les femmes dans ces sociétés

ont toujours fait face à des problèmes socioculturels. Par conséquent, l'offre de programmes de formation, le micro-financement des projets d'activités à domicile et la commercialisation des produits vont générer des résultats encourageants.

Au cours des trente dernières années de conflit, la situation a obligé les femmes à rester cachées ou à s'enfuir comme réfugiées avec leurs familles, ayant pour résultat le déclin du commerce local. Relancer l'industrie artisanale locale fera revivre l'héritage artistique, aura des retombées économiques et stabilisera les réseaux de part et d'autre de la frontière et au-delà à des fins commerciales.

Il est possible que la communication soit le phénomène central qui a accéléré les processus d'intégration dans le monde entier. David Mitrany et Ernst B. Haas ont parlé d'outils fonctionnels d'intégration, Karl Deutsch a également souligné l'élévation des niveaux de communication et que celle-ci allait produire un niveau plus haut d'intégration et finira par accroître la mobilité sociale, suivie d'un développement politique<sup>85</sup>. En s'inspirant des mêmes modèles, les communautés de part et d'autre de la Ligne Durand peuvent initier la constitution de réseaux communs de médias et établir un « réseau tribal de diffusion ». Ce dernier offrira un environnement favorable, permettant de créer des sphères de socialisation, au moins sur une échelle numérique, de relance de la musique et de la poésie en tant que forces de cohésion rapprochant les sociétés. Par conséquent, les contacts interpersonnels peuvent effectuer un changement radical dans la perception de la société et d'autres relations de dégel entre Kaboul et Islamabad.

### ***L'issue la moins probable: la sortie politique***

La plupart des régions du monde sont entrées dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec une intégration et une coopération élargies avec les principales économies ; par contre l'Asie du Sud ploie sous le fardeau de l'histoire et de la géographie. Par conséquent, elle semble faire peu d'efforts pour tirer des enseignements d'exemples d'intégration réussie. Avant que l'Afghanistan puisse arriver à un développement économique durable à long terme, il doit devenir autonome et libre de toute ingérence étrangère ou extérieure « nécessaire<sup>86</sup> ». De même, la classe dirigeante pakistanaise est tout à fait consciente des limites de l'idéologie religieuse pour subjuguier les identités ethniques. Rappelons que la guerre de 1971 avait déjà remis en question la dimension religieuse en faveur du nationalisme ethnique et que les politiques compromettantes du Pakistan sur la question du Cachemire montrent une certaine souplesse dans la politique traditionnelle<sup>87</sup>.

Pour des raisons politiques, il n'y a que deux façons d'aller au-delà de la Ligne Durand : 1) l'acceptation officielle par l'Afghanistan de la Ligne Durand comme frontière légale entre ce pays et le Pakistan et 2) l'incorporation par le Pakistan de la région tribale sous administration fédérale à sa structure politique

et juridique, assortie d'une abolition totale de la politique britannique en matière d'infractions dans les zones frontalières<sup>88</sup>. Cela permettrait de mettre fin à l'ingérence des deux pays dans leurs affaires intérieures. Cependant, il y a une autre option pratiquement impossible à réaliser à ce stade de l'histoire. Rétrospectivement, l'interaction et la coordination informelles ont eu lieu entre les différents groupes d'intérêt, les tribus, les commerçants et les nomades traversant la frontière. Plus récemment, des réseaux regroupant des madrasa (écoles religieuses) ont été mises en place. Après le 11 septembre, le Pakistan a lancé un projet de réforme des madrasas visant à revoir les programmes d'étude des écoles religieuses de façon à ce qu'ils reflètent plus ceux des écoles publiques, en y introduisant les mathématiques, les sciences, l'informatique et d'autres matières. Bien que les réformes ont été lentes, un effort et une participation accrus peuvent permettre de faire du réseau non traditionnel de madrasas, de part et d'autre de la Ligne Durand, un facteur de transformation formidable des deux pays. Les madrasas peuvent également servir de plateformes dispensant un enseignement technique.

Pour l'instant, la question centrale pour l'Afghanistan et le Pakistan concerne les moyens de lutter contre le terrorisme et d'assurer la sécurité de la population. Afin de résoudre ce problème, on peut renvoyer à ce propos aux politiques stratégiques des deux pays et aux refuges de terroristes dans les régions tribales. Dans le passé, les gouvernements de part et d'autre de la Ligne Durand ont encouragé et armé les milices locales (*Arbaki* en Afghanistan et *Lashkar* au Pakistan) avec le consentement et la consultation des alliances tribales par l'entremise d'une *Jirga* (grande assemblée tribale) afin de protéger la communauté du terrorisme, et de la coordination entre les milices et les forces régulières pour lancer certaines opérations contre des repères terroristes. Le manque de confiance entre Kaboul et Islamabad inhibe l'expansion du niveau de coordination entre les *jirgas* pour traiter cette question.

Dans l'avenir, les solutions à un grand nombre de ces problèmes resteront liées à la réalisation d'un niveau plus élevé d'interdépendance au sein du réseau tribal via le rétablissement de l'équilibre tribal traditionnel puis la création de sphères de socialisation, de façon à ce que le processus puisse faciliter l'établissement de normes et de réglementations. Tout d'abord, les tribus de part et d'autre de la Ligne Durand accepteront difficilement une ligne de démarcation, bien qu'elle n'a jamais été un obstacle à la mobilité et au respect de l'existence des deux pays. Il est naturel que lorsqu'une frontière est particulièrement poreuse et qu'aucune loi n'est appliquée strictement par les états, l'existence d'un corridor facilitant la mobilité est toujours présente. Deuxièmement, les liens familiaux de part et d'autre de la ligne représentent un autre moyen de rester connecté. Troisièmement, la plupart des ouvriers spécialisés, des commerçants et même des visiteurs

sans documents de voyage appropriés ont traversé la frontière depuis des générations<sup>89</sup>. Les liens entre les deux côtés de la Ligne Durand sont tellement forts que le Pakistan et sa population « ont toujours ressenti les répercussions des événements tumultueux d'Afghanistan<sup>90</sup> ». De même, les événements significatifs du côté pakistanais ont eu des effets en chaîne de l'autre côté de la frontière. Les deux pays doivent officialiser ces réseaux informels et de convertir les difficultés en possibilités.

En fait, les intérêts économiques et stratégiques convergent pour les états de la région et extra régionaux. La région a un potentiel immense mais latent qui pourrait être un moteur de croissance économique régionale et mondiale en tant que corridor énergétique vers des puissances régionales telles que l'Inde et la Chine, tout en offrant des couloirs de commerce entre l'Orient et l'Occident pour faire renaître les « routes de la soie<sup>91</sup> ».

## Conclusion

Ces deux études de cas démontrent que les sous régions, de part et d'autre des lignes de fracture eurasiatiques, peuvent devenir plus stables et mieux intégrées au sein de leurs propres régions, ainsi qu'offrir un meilleur partenaire dans le cadre de la mondialisation. Le moyen de le faire réside dans la construction d'interdépendances socioéconomiques regroupées localement. Des industries connexes, par exemple, financeraient la croissance économique et agiraient comme une incitation positive pour sa continuation. Au fur et à mesure que les programmes sociaux constitueraient une base de soutien et que les sous-régions deviennent plus stables, ou simplement servir comme moyen de garantir la légitimité à long terme de cette stabilité, les acteurs locaux doivent permettre nécessairement une participation extérieure.

En effet, comme mentionné plus haut, les grandes puissances pourraient hésiter ou même être inquiètes au début de la déconstruction des lignes de faille ; il est toutefois très important pour les grandes puissances et les parties prenantes locales de ne pas répéter les erreurs du passé. Pour rendre un espace si longtemps dépendant ou assujéti plus stable et indépendant impose une courbe d'apprentissage dont l'histoire suggère qu'elle pourrait être assez longue. Toutefois, lorsqu'une coopération sous-régionale croissante commence à donner des résultats, il va sans dire qu'il ne faudrait pas longtemps à des états influents à se montrer de plus en plus enclins à entrer dans des partenariats limités et équilibrés de part et d'autre d'une ligne de faille qui rétrécit.

Un objectif central serait que la réparation locale, ou la déconstruction, s'effectue en recourant aux conseils plutôt qu'à une intervention. Autrement dit, les

grandes puissances devraient réduire leurs interventions directes, tout en maintenant un rôle consultatif assorti d'une assistance technique et financière en échange d'une part modeste des profits, et en préservant la paix mondiale. L'aide devrait être limitée, de façon à ce que la prise de décisions et l'appropriation soient maintenues au niveau sous-régional (local), et si possible équilibrée de façon à ce qu'aucun acteur régional important ne se voie refuser l'égalité des chances. Le succès de cette ampleur peut créer chez tous les participants un état d'esprit favorable à sa diffusion internationale.

Il est ainsi concevable de considérer les Lignes Curzon et Durand comme favorables à la résolution de leurs propres problèmes. Des investissements et un développement sous contrôle local dans les régions clés peuvent éventuellement servir de passerelles souhaitables de commerce et d'activité entre des régions plus vastes. Les ressources et la volonté existent depuis toujours. Les rivalités doivent laisser place à cette évolution, l'espace dont elle a besoin pour prendre forme.

## Notes

1. MACKINDER, Halford J., « The Geographical Pivot of History », *The Geographical Journal* 23, n° 4, avril 1904, pp. 421-437.
2. COHEN, Saul Bernard, *Geopolitics: The Geography of International Relations*, 2<sup>e</sup> éd., New York : Rowman & Littlefield Publishers, 2009, pp. 33-44.
3. HENSEL, Paul R. et DIEHL, Paul F., « Testing Empirical Propositions about Shatterbelts, 1945-1976 », communication présentée lors de la conférence annuelle de l'*International Studies Association-Midwest*, East Lansing, MI, 20-21 novembre 1992 ; et MARSHALL Monty G. et COLE, Benjamin R., *Global Report 2009: Conflict, Governance, and State Fragility*, Fairfax, Virginie : Center for Systemic Peace, Center for Global Policy, George Mason University, décembre 2009, [www.systemicpeace.org/vlibrary/GlobalReport2009.pdf](http://www.systemicpeace.org/vlibrary/GlobalReport2009.pdf). Cela inclut le respect potentiel à long terme des règles démocratiques. Voir EASTERLY, William, SATYANATH, Shanker et BERGER, Daniel, *Superpower Interventions and Consequences for Democracy: An Empirical Inquiry*, Cambridge, Massachusetts : National Bureau of Economic Research, mai 2008, <http://repository.essex.ac.uk/6040/1/ColdWarNBER.pdf> ; et GOLDSTONE, Jack A. et al., « A Global Forecasting Model of Political Instability », communication présentée lors de la conférence annuelle de l'*American Political Science Association*, 4 septembre 2005.
4. REILLY, David Reilly, « Shatterbelts and Conflict Behaviour: The Effect of Globalisation on 'High Risk' States », *Geopolitics* 5, n° 3, hiver 2000, pp. 48-77.
5. Cité dans ARMSTRONG, David, LLOYD, Lorna, et REDMOND, John, *From Versailles to Maastricht: International Organization in the Twentieth Century*, New York : Palgrave Macmillan, 1996, p. 140.
6. *CIA World Factbook*, 2011, consulté le 15 octobre 2011, [www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html](http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html). Le produit intérieur brut était mesuré en termes de parité pouvoir d'achat ; des pourcentages du commerce mondial mesuraient la somme des exportations et des importations comme pourcentage du commerce mondial ; l'investissement direct étranger était mesuré en termes de « investissement direct à l'étranger-flux ».
7. HAAS, Ernst B., *The Uniting of Europe*, Californie : Stanford University Press, 1958, chapitre 1 ; SWEET, Alex Stone et SANDHOLTZ, Wayne, « European Integration and Supranational Governance », *Journal of European Public Policy* 4, n° 3, septembre 1997, pp. 297-317.
8. BUGAJSKI, Janusz, *Expanding Eurasia: Russia's European Ambitions*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies, 2008.
9. MACKINDER, « Geographical Pivot of History », p. 436. Plus tard, en 1919, Mackinder explique plus clairement son mot célèbre auprès du lieu central de l'Europe de l'est dans son livre *Democratic Ideals and Reality*, Washington, DC : National Defense University Press, 1942, p. 106.
10. O'LOUGHLIN, John, « Ordering the 'Crush Zone': Geopolitical Games in Post-Cold War Eastern Europe », in *Geopolitics at the End of the Twentieth Century: The Changing World Political Map* éd. KLIOT, Nurit et NEWMAN, David, Portland, Oregon : Frank Cass, 2000, p. 47.

11. FAIRGRIEVE, James, *Geography and World Power*, Londres : University of London Press, 1927, p. 330.
12. O'LOUGHLIN, John, « Geopolitical Visions of Central Europe », in *Europe between Political Geography and Geopolitics*, éd. ANTONSICH, Marco, KOLOSSOV, Vladimir, et PAGNINI, M. Paola, Rome : Societa Geografica Italiana, 2001, p. 5, [www.colorado.edu/ibs/pec/johnno/pub/trieste.pdf](http://www.colorado.edu/ibs/pec/johnno/pub/trieste.pdf).
13. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld avait fait une distinction entre les pays qui, en Europe, ne soutenaient pas les actions américaines en Irak (la vieille Europe) et ceux qui le faisaient (la nouvelle Europe). Voir : « Outrage at 'old Europe' remarks », *BBC News*, 23 janvier 2003, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/2687403.stm>. Cette division était également exprimée en termes de géographie par la référence au vieil Ouest et au nouvel Est ; on observe en outre une pression exercée sur les pays de la nouvelle Europe appartenant à l'ECE pour qu'ils deviennent plus indépendants. Voir par exemple, BOHLEN, Celestine, « Rumsfeld's 'New Europe' Must Drop U.S. Crutch », *Bloomberg*, 12 octobre 2009, [www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aiPybKs.aeWQ](http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aiPybKs.aeWQ).
14. Cette division au sein de l'UE, toutefois, n'est pas aussi marquée que celle entre l'Europe de l'Est et l'Union européenne menée par ses membres occidentaux.
15. LAKE, David A., « Escape from the State of Nature: Authority and Hierarchy in World Politics », *International Security* 32, n° 1, été 2007, pp. 47-79.
16. KAGAN, Robert, *The Return of History and the End of Dreams*, New York : Alfred A. Knopf, 2008 ; et FUKUYAMA, Francis, *The End of History and the Last Man*, New York : Free Press, 1992.
17. L'UEO a été en fait le moteur économique de l'Europe entière pendant toute la période moderne.
18. KRIZ, Zdenek, « Comparison of Czech and European Security Strategies », in *'Easternization' of Europe's Security Policy*, éd. VALASEK, Tomas et GYARFASOVA, Olga, Bratislava : Institut des affaires publiques, 2004. S'il est vrai que l'auteur traite du sujet de la sécurité européenne, cela exprime néanmoins l'avis général quant à la vieille et la nouvelle Europe.
19. TURKINA, Ekaterina et POSTNIKOV, Evgeny, « Cross-border Inter-firm Networks in the European Union's Eastern Neighborhood: Integration via Organizational Learning », *Journal of Common Market Studies* 50, n° 4, juillet 2012, pp. 632-652 ; et KOROSTELEVA, Elena A., « Change or Continuity: Is the Eastern Partnership an Adequate Tool for the European Neighborhood? », *International Relations* 25, n° 2, 22 juin 2011, pp. 243-262.
20. MAULL, Hanns, « A Small Power? », *Survival* 53, n° 2, mars 2011, pp. 177-187.
21. KOROSTELEVA, « Change or Continuity », pp. 243-262.
22. KAZMIERKIEWICZ, Piotr, *ENPI's Performance in Eastern Partnership States: Lessons from the Current Perspective for the New Budget*, Warsaw : Institute of Public Affairs and the Heinrich Böll Foundation, 2013.
23. « Hungary: National Sovereignty an Issue with New Eurozone Agreement—PM », *Strategic Forecasting*, 9 décembre 2011.
24. « Agenda: With George Friedman on the Visegrad Group », *Strategic Forecasting*, 20 mai 2011, [www.stratfor.com/analysis/20110520-agenda-george-friedman-visegrad-group-1.25](http://www.stratfor.com/analysis/20110520-agenda-george-friedman-visegrad-group-1.25). FRIEDMAN, George, « Europe, the International System and a Generational Shift », *Strategic Forecasting*, 8 novembre 2011, [www.stratfor.com/weekly/20111107-europe-international-system-and-generational-shift](http://www.stratfor.com/weekly/20111107-europe-international-system-and-generational-shift).
25. JACOBY, Wade, « Managing Globalization by Managing Central and Eastern Europe: The EU's Backyard as Threat and Opportunity », *Journal of European Public Policy* 17, n° 3, avril 2010, p. 425.
26. DRAHOKOUPIL, Jan, « The Rise of the Comprador Service Sector: The Politics of State Transformation in Central and Eastern Europe », *Polish Sociological Review* 2, n° 162, 2008, pp. 175-189.
27. HAVLIK, Peter, et al., *The European Rim Countries – Challenges and Opportunities for EU Competitiveness*, Policy Notes and Reports, no. 9, Vienne : Vienna Institute for International Economic Studies, octobre 2012, pp. 9-10, p. 34.
28. HODZA, Milan, « The Future of Central Europe », *International Affairs* 14, n° 4, juillet-août 1935, pp. 514-530 ; et HAYASHI, Tadayuki et FUKUDA, Hiroshi, *Regions in Central and Eastern Europe, Past and Present*, Sapporo : Slavic Research Center, Hokkaido University, 2007.
29. HOUGARDY, Pierre, « Permanent Structured Cooperation », in *The Lisbon Treaty and ESDP: Transformation and Integration*, éd. BISCOP, Sven et ALGIERI, Franco, Gand, Belgique : Academia Press, 2008, p. 12.
30. « Subsidiarity », résumés de la législation de l'Union européenne, consulté le 1er mai 2014, [http://europa.eu/legislation\\_summaries/glossary/subsidiarity\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/glossary/subsidiarity_fr.htm).
31. KOROSTELEVA, « Change or Continuity », pp. 243-262.
32. KAZMIERKIEWICZ, ENPI's Performance in Eastern Partnership States, pp. 11-13. Voir aussi DUDZINSKA, Kinga et KACA, Elzbieta, « The Eastern Partnership under the Lithuanian Presidency: Time for the EU to Keep an Eye on Eastern Europe », *Polish Institute of International Affairs Bulletin* 93, no. 426, 28 septembre 2012, [www.pism.pl/files/?id\\_plik=11580](http://www.pism.pl/files/?id_plik=11580).
33. PORTER, M.E. *The Competitive Advantage of Nations*, New York : The Free Press, 1990.
34. HASS, Ernst B., « International Integration: The European and the Universal Process », *International Organization* 15, no. 3, 1961, pp. 366-392.

36. DRAHOKOUPIL, « Rise of the Comprador Service Sector », p. 177.
37. TURKINA et POSTNIKOV, « Cross-Border Inter-firm Networks », pp. 638–639.
38. « When Polish and Lithuanian Interests Align », *Lithuania Tribune*, 15 février 2013, [www.lithuaniatribune.com/29619/when-polish-and-lithuanian-interests-align-201329619/](http://www.lithuaniatribune.com/29619/when-polish-and-lithuanian-interests-align-201329619/).
39. SLWORCZYNSKI, Przemek, « As the EU Falter a New 'Empire' Could Rise in Eastern Europe », *Commentator*, 7 septembre 2012, [www.thecommentator.com/article/1624/as\\_the\\_eu\\_falters\\_a\\_new\\_empire\\_could\\_rise\\_in\\_eastern\\_europe/page/2](http://www.thecommentator.com/article/1624/as_the_eu_falters_a_new_empire_could_rise_in_eastern_europe/page/2).
40. HAVLIK et al., « European Rim Countries », p. 22. La viabilité de cette situation dépendra dans une large mesure de l'acceptation par l'Europe d'une participation russe mais également de l'adoption par l'UEO de l'ouverture au lieu du protectionnisme à l'égard de tout changement affectant l'avantage comparatif de la sous-région.
41. CURZON, Lord George Nathaniel, *Frontiers*, Oxford : Clarendon Press, 1908, p. 5.
42. *Id.*, p. 7.
43. CURZON, Lord George Nathaniel, *Russia in Central Asia in 1889 and the Anglo-Russian Question*, New York : Longmans, Green, and Co., 1889, p. 326.
44. COHEN, Saul Bernard, *Geography and Politics in a Divided World*, New York : Random House, 1963, p. 24.
45. CONSTABLE, A.G., « Afghanistan: The Present Seat of War, and the Relations of That Country to England and Russia », *Journal of the American Geographical Society of New York* 11, 1879, p. 51.
46. MALEY, William, « Afghanistan and Its Region », in *The Future of Afghanistan*, éd. THEIR, J. Alexander, Washington DC : United States Institute of Peace, 2009, p. 83, [www.usip.org/sites/default/files/resources/foa.pdf](http://www.usip.org/sites/default/files/resources/foa.pdf). Voir aussi GREGORY, Derek, *The Colonial Present: Afghanistan, Palestine, Iraq*, Oxford, Royaume-Uni : Blackwell Publishing, 2004, p. 35 ; et FICK, Nathaniel, « Defining Victory: Assessing Military Efforts and Measuring Outcomes in Afghanistan », in *American Interest in South Asia: Building a Grand Strategy in Afghanistan, Pakistan, and India*, eds. BURNS, Nicholas et PRICE, Jonathon, Washington, DC : Aspen Institute, 2011, p. 60.
47. CURZON, Hon. George N., *Persia and the Persian Question*, vol.1, New York: Longmans, Green & Co., 1892, p. 3–4.
48. YUNAS, S. Fida, éd., *The Durand Line Border Agreement, 1893*, Peshawar : Area Study Center, University of Peshawar, 2003, pp. 34–36 (brouillon d'accord sur la Ligne Durand).
49. Quelque 15 tribus importantes pachtounes et autres résidant le long de la Ligne Durand sont mentionnées dans l'ouvrage du docteur Azmat Hayat Khan, à savoir 1) Wakhi, 2) Nuristan ou Kaferistan ou Kalash, 3) Mushawani, 4) Salarzai, 5) Mamund, 6) Mohmands, 7) Shinwaris, 8) Afridi, 9) Mangals, 10) Wazir, 11) Sulaiman Khel, 12) Kakars, 13) Achakzai, 14) Barech, 15) Baloutches et Brahuis. Pour plus de détails, voir KAHN, *The Durand Line: Its Geo-Strategic Importance*, Peshawar : Area Study Center, University of Peshawar and the Hanns Seidel Foundation, 2000, pp. 38–41.
50. COOLEY, Alexander, *Great Games, Local Rules: The New Great Power Contest in Central Asia*, New York : Oxford University Press, 2012, p. 3. Tout au long de l'histoire, les grandes puissances ont essayé de créer une zone tampon neutre ou amie, alors que les faits ont prouvé que toute escalade militaire par l'un ou l'autre camp conduisait à un « échec de la coopération » entre les puissances. Pour plus de détails, voir RUBIN, Barnett R., *The Search for Peace in Afghanistan: From Buffer State to Failed State*, New Haven, Connecticut : Yale University Press, 1995, pp. 142–145.
51. L'émir afghan Abdur Rahman est également connu sous le sobriquet d'« émir de fer ». D'après Ahmed Rashid, il utilisa les subventions britanniques pour établir la première armée et la première bureaucratie permanentes. Employant des méthodes brutales dont s'inspirèrent largement les Taliban (contre l'Alliance du Nord), il réprima quarante révoltes des Ouzbeks, Hazaras et Tadjiks, mettant fin par la même occasion à leur autonomie et les faisant passer sous le contrôle de Kaboul. Il modifia le ratio démographique en installant des agriculteurs et des colons pachtounes dans les zones à populations autres que pachtounes pour affaiblir les oppositions. Pour plus de détails, voir RASHID, *Descent into Chaos: The United States and Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York : Penguin, 2008, p. 8.
52. LAMBAH, Satinder Kumar, *The Durand Line*, série Policy Papers, New Delhi : Aspen Institute India, 2011, p. 7–8.
53. HAGERTY, Devin T. et HAGERTY, Herbert G., « The Reconstitution and Reconstruction of Afghanistan », in *South Asia in World Politics*, éd. HAGERTY, Devin T., New York : Rowman & Littlefield Publishers, 2005, p. 115.
54. KHAN, Ijaz, *Pashtuns in the Crossfire: Pashtun Politics in the Shadow of 'War against Terrorism'*, dossier n° 19, Bradford : Pakistan Security Research Unit, 5 septembre 2007, p. 4, [www.dur.ac.uk/resources/psru/briefings/archive/Brief19finalised3.pdf](http://www.dur.ac.uk/resources/psru/briefings/archive/Brief19finalised3.pdf).
55. Réagissant à l'accord Durand, l'émir afghan note dans son journal intime, « J'ai fait de l'Afghanistan un royaume, alors qu'il avait été jusque là divisé en multiples états indépendants sur lesquels régnaient leurs propres chefs ; j'avais agrandi mes possessions qui, au moment de mon accession, se limitaient à la ville de Kaboul et à Jalalabad, ainsi qu'à quelques autres lieux... Alors que je m'occupais de démanteler le système féodal de l'Afghanistan et de façonner le pays pour en faire un puissant royaume consolidé, je n'ignorais ni ne négligeais la nécessité de définir mes frontières avec les pays voisins. Je savais bien qu'il était indispensable de délimiter les frontières entre mes possessions et celles de mes voisins, afin d'assurer la sécurité et la protection de mon royaume et dans le but de mettre un frein à leurs avancées, ainsi que de se débarrasser des malentendus et

des différends ». KHĀN, Abd al-Rahmān, *The life of Abdur Rahman, amir of Afghanistan*, vol. 2, éd. MUNSHI, Mir et KHAN, Sultan Mahomed, Londres : John Murray, 1900, pp. 145-146.

56. YUNAS, *Durand Line Border Agreement, 1893*, pp. 4-6.

57. HUNTINGTON, Ellsworth, « The Anglo-Russian Agreement as to Tibet, Afghanistan, and Persia », *Bulletin of the American Geographical Society* 39, n° 11, 1907, pp. 655-658 ; et KHAN, *Durand Line*, p. xiii.

58. Cité dans KAHN, *Durand Line*, p. 187. Voir aussi SCHOFIELD, Victoria, *Afghan Frontier: Feuding and Fighting in Central Asia*, Londres : Tauris Parke Paperbacks, 2003, p. 245.

59. BRASSEUR, Brad L., *Recognizing the Durand Line: A Way Forward for Afghanistan and Pakistan?*, New York : EastWest Institute, 2011, p. 7, [www.ewi.info/sites/default/files/ideas-files/durandline.pdf](http://www.ewi.info/sites/default/files/ideas-files/durandline.pdf).

60. WOLPERT, Stanley, *Roots of Confrontation in South Asia*, New York : Oxford University Press, 1982, p. 107.

61. KHAN, *Durand Line*, p. 190.

62. KHAN, Riaz Mohammad, *Afghanistan and Pakistan: Conflict, Extremism, and Resistance to Modernity*, Baltimore : The John Hopkins University Press, 2011, p. 165.

63. FATA constitue la région du Pakistan où les Pachtoues sont en majorité. Elles couvrent 27.220 km carré et ont une frontière commune de 600 km avec l'Afghanistan. Peuplées de 3,17 millions d'habitants en grande majorité pachtoues d'après le recensement de 1998, elles sont divisées en sept districts administratifs : 1) Bajaur, 2) Khyber, 3) Kurram, 4) Mohmand, 5) Orakzai, 6) Sud-Waziristan, 7) Nord-Waziristan. Voir International Crisis Group, *Pakistan's Tribal Areas: Appeasing the Militants*, rapport d'Asie no. 125, Bruxelles : International Crisis Group, 11 décembre 2006, [www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/125\\_pakistans\\_tribal\\_areas\\_\\_\\_appeasing\\_the\\_militants.pdf](http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/125_pakistans_tribal_areas___appeasing_the_militants.pdf).

64. SCHOFIELD, Julian, « Diversionary wars: Pashtun unrest and the sources of the Pakistan-Afghan confrontation », *Canadian Foreign Policy Journal* 17, no. 1, 2011, p. 42.

65. KHAN, *Afghanistan and Pakistan*, p. 165.

66. SCHOFIELD, « Diversionary Wars », p. 43.

67. *Id.*

68. KHAN, *Afghanistan and Pakistan*, p. 165.

69. KHAN, *Durand Line*, p. 190.

70. RAIS, Rasul Bakhsh, *Recovering the Frontier State: War, Ethnicity, and State in Afghanistan*, New York : Rowman & Littlefield Publishers, 2008, p. 200 ; et SCHOFIELD, Julian, « Diversionary Wars », p. 42.

71. LAMBAH, *Durand Line*, p. 24.

72. COHEN, Saul B., « Asymmetrical States and Global Geopolitical Equilibrium », *SAIS Review* 4, n° 2, été-automne 1984, p. 196.

73. RUBIN, Barnett R., « Afghanistan in 1993: Abandoned but Surviving », *Asian Survey* 34, n° 2, février 1994, p. 185.

74. NASR, Seyyed Vali Reza, *Islamic Leviathan: Islam and the Making of State Power*, Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press, 2001, p. 133.

75. LAVOY, Peter R., « Pakistan's Foreign Relations », in *South Asia in World Politics*, éd., HAGERTY, Devin T., New York : Rowman & Littlefield Publishers, 2005, p. 66.

76. RUBIN, « Afghanistan in 1993 », p. 187.

77. AHMED, Eqbal, « A Mirage Mis-Named Strategic Depth », *Al-Ahram Weekly*, no. 392, 27 août-2 septembre, 1998.

78. BRZEZINSKI Zbigniew, *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, New York : Basic Books, 1997, p. 139.

79. KAUR, Kulwant, *Pak-Afghanistan Relations*, New Delhi : Deep & Deep, 1985, p. 8-77 ; SAMAD, Yunas, *A Nation in Turmoil: Nationalism and Ethnicity in Pakistan 1937-1958*, Londres : Sage Publications, 1995, p. 114 ; et CHADDA, Maya, « International Dimension of Ethnic Conflict », in HAGERTY, *South Asia in World Politics*, p. 195.

80. GALL, Carlotta, « Karzai Threatens to Send Soldiers Into Pakistan », *New York Times*, 16 juin 2008, [www.nytimes.com/2008/06/16/world/asia/16afghan.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2008/06/16/world/asia/16afghan.html?_r=0).

81. KHAN, *Afghanistan and Pakistan*, pp. 172-173.

82. *Id.*, p. 174.

83. RASHID, Ahmed, *Pakistan on the Brink: The Future of America, Pakistan, and Afghanistan*, New York : Viking, 2012, p. 39.

84. KAMANDA, Mohamed C., « The Role of Higher Education in Developing and Sustaining Peace in Sierra Leone », in *When War Ends: Building Peace in Divided Communities*, éd., FRANCIS, David J., Burlington et Farnham, Royaume-Uni : Ashgate, 2012, p. 157.

85. MITRANY, David, *A Working Peace System*, Chicago : Quadrangle Books, 1966 ; HAAS, Ernst B., *Beyond the Nation-State: Functionalism and International Organization*, Stanford, Californie : Stanford University Press, 1964 ; et DEUTSCH, Karl W., *Political Community at the International Level: Problems of Definition and Measurement*, Garden City, New York : Archon Books, 1970 [c. 1954].

86. RUBIN, Barnett R., *The Fragmentation of Afghanistan*. 2e éd. New Haven : Yale University Press, 2002, p. 47.
87. SCHOFIELD, « Diversionary Wars », p. 46.
88. WEINBAUM, Marvin G. et HUMAYOON, Haseeb, « The Intertwined Destinies of Afghanistan and Pakistan », in THEIR, *Future of Afghanistan*, p. 95.
89. ROGERS, Tom, « Two dimensions of a national crisis: population growth and refugees in Pakistan », *Modern Asian Studies* 26, n° 4, 1992, p. 753.
90. KAHN, Imran, *Pakistan: A Personal History*, Londres : Batnam Press, 2011, p. 72.
91. MANKOFF, Jeffery, *The United States and Central Asia after 2014*. Rapport du programme Russie et Eurasie du CSIS, Washington, DC : Center for Strategic and International Studies, janvier 2013, p. 19-24, [http://csis.org/files/publication/130122\\_Mankoff\\_USCentralAsia\\_Web.pdf](http://csis.org/files/publication/130122_Mankoff_USCentralAsia_Web.pdf).